



# **SOMMET SUR LA CONNECTIVITÉ AUTOCHTONE**

## **Appels à l'action**

Décembre 2022

**INSTITUT DE  
CONNECTIVITÉ  
AUTOCHTONE (EN  
FRANÇAIS)**



## Table des matières

[Introduction](#)

[Appels à l'action](#)

- [1. Mise en place de processus participatifs et inclusifs de consultation et de financement des politiques](#)
- [2. Repenser les approches de la connectivité](#)
- [3. Tenir les gouvernements et l'industrie responsables](#)
- [4. Reconnaissance des droits autochtones sur le spectre](#)
- [5. Développer une main-d'œuvre autochtone dans le réseautage](#)

## Introduction

Depuis le premier sommet sur la connectivité autochtone (SCA) en 2017, les délégués du sommet ont élaboré et approuvé un ensemble de recommandations qui, si elles sont adoptées par les gouvernements et d'autres intervenants, pourraient aider à faire progresser la connectivité dans les communautés autochtones au Canada et aux États-Unis.

Les appels à l'action du SCA 2022 arrivent à un moment unique comme le Canada et les États-Unis émergent de la pandémie de COVID-19, le niveau d'engagement de la part des gouvernements, du secteur privé et de la communauté philanthropique pour combler le fossé de la connectivité semble d'être sans précédent. Toutefois, une nouvelle approche est nécessaire si nous voulons enfin combler cet écart. Les délégués à SCA 2022 l'ont reconnu, et les appels à l'action qui en résultent présentent une approche qui se tourne vers l'avenir, une approche qui se traduira par un changement systémique et que les peuples autochtones du Canada et des États-Unis soit en mesure de profiter de toutes les opportunités que l'accès à internet peut offrir.

L'ordre du jour du Sommet de 2022 a été créé à l'aide d'un processus axé sur la communauté, garantissant que les sujets abordés aborderaient des solutions communautaires pour un accès Internet rapide, abordable et fiable. Tout au long du Sommet, une équipe de bénévoles a participé aux discussions et a identifié les thèmes, les défis et les opportunités importants liés à la promotion de l'équité numérique. Le dernier jour du Sommet, les délégués ont formé de petits groupes de travail basés sur des domaines thématiques pour élaborer des projets d'appels à l'action. Ces appels à l'action ont été affichés en ligne dans un document partagé pour les deux semaines qui ont suivi le Sommet pour être affinés. Le résultat est les recommandations présentées dans ce rapport.

Bien que ces appels à l'action parlent d'eux-mêmes, ils s'appuient sur les recommandations formulées lors des sommets précédents. Nous encourageons les gens, en particulier les décideurs, à lire les antécédents des recommandations à mesure qu'elles façonnent leurs programmes et leurs politiques. Voir les recommandations de la politique du SCA pour [2019](#), [2020](#) et [2021](#).

Le SCA 2022 a été organisé conjointement par la société internet et l'institut de connectivité autochtone (une initiative de Connect Humanity).

Nous tenons à remercier les commanditaires du SCA 2022 : *Google, Rogers ClearCable, Autorité canadienne pour les enregistrements Internet, La Fondation Michelson 20MM, Microsoft, La Fondation Reis, Opérateurs de réseau concurrentiels du Canada, CANARIE, OneWeb, ICANN, Registre américain des numéros Internet et du rapport sans fil et Hill Times.*

**Citation : Institut autochtone de connectivité (2022), Appels à l'action du Sommet autochtone sur la connectivité, 2022.**

**Ce document est mis à disposition sous une licence [Creative Commons 4.0 International \(CC BY-NC 4.0\)](#).**

## Appels à l'action

# 1. Mise en place de processus participatifs et inclusifs de consultation et de financement des politiques

- L'iniquité numérique est le produit du colonialisme. Nous demandons donc aux gouvernements du Canada et des États-Unis de décoloniser leurs processus respectifs de politique de télécommunication par :
  - Appuyer la création d'un groupe de travail autochtone sur les télécommunications pour travailler avec les ministères et organismes gouvernementaux, ainsi qu'avec les nations et les organisations mandatées par les Autochtones afin de faciliter des processus de consultation significatifs. De plus, les gouvernements devraient collaborer avec le ou les groupes de travail afin d'établir une définition claire de « l'obligation de consulter » et des lignes directrices et processus de consultation appropriés.
  - Élaborer un processus de consultation actif pour remplacer le processus passif actuel. Cela signifie qu'il faut consulter de façon proactive les titulaires de droits autochtones au lieu d'exiger des présentations officielles.
  - Travailler avec les nations et les organisations mandatées par les Autochtones pour rendre les procédures de commentaires et les processus de consultation plus accessibles en veillant à ce que les dates limites de consultation tiennent compte des réalités uniques de nombreuses communautés autochtones, comme la saison de récolte et d'autres pratiques traditionnelles et culturelles.
  - Par-dessus tout, reconnaître que les peuples autochtones sont des titulaires de droits dans le processus, et non des intervenants, et que les visions du monde autochtones et les connaissances et l'expertise détenues par les peuples autochtones doivent être reconnus et valorisés dans l'élaboration des politiques, en particulier dans les questions qui touchent leurs terres, leurs collectivités, leurs territoires et la mise en valeur des ressources.
- Nous demandons aux gouvernements de veiller à ce que la représentation des autochtones soit présente dans les instances internationales pertinentes où les questions de télécommunications qui peuvent avoir une incidence sur les territoires autochtones sont abordées, comme à l'Union internationale des télécommunications et commission interaméricaine des télécommunications (CITEL). Nous demandons également aux gouvernements, au secteur privé et à la communauté philanthropique de veiller à ce que les peuples autochtones disposent des ressources dont ils ont besoin pour participer à ces instances internationales.
- Nous demandons aux gouvernements, au secteur privé, au secteur de l'éducation et à la communauté philanthropique d'appuyer les programmes de partage des capacités afin d'améliorer la capacité des peuples autochtones à participer aux processus de politique des télécommunications à la région; à l'échelle nationale et internationale.

## 2. Repenser les approches de la connectivité

- Les gouvernements devraient exiger que les projets qui utilisent des fonds gouvernementaux adoptent une approche First Mile First, ce qui signifie que le projet doit être conçu et mis en œuvre avec l'utilisateur final de la communauté comme point de départ, et non le point final.
- Nous appelons les gouvernements, le secteur privé et la communauté philanthropique à reconnaître que la connectivité sous-tend de nombreux aspects de la vie sociale, culturelle et économique, et donc de toute initiative, les projets ou les programmes de financement doivent adopter une approche interdisciplinaire et holistique, intégrant les stratégies de logement, les soins de santé, les programmes de développement économique, les initiatives environnementales et éducatives, la sécurité publique et d'autres secteurs appropriés.
- Nous appelons les gouvernements, le secteur privé et la communauté philanthropique à adopter une approche fondée sur les forces pour les initiatives de connectivité, par opposition à une approche fondée sur les déficits. Cela signifie qu'il faut reconnaître les forces que la communauté a déjà identifiées (telles que les jeunes, la cohésion communautaire, la familiarité avec la géographie locale et les connaissances traditionnelles) et développer des programmes et des projets qui reflètent ces forces, les appuient et s'appuient sur celles-ci. Ces forces, prises dans leur ensemble, sont une forme de capital et devraient être évaluées dans le cadre des critères d'admissibilité aux programmes de financement et autres initiatives d'équité numérique.
- Reconnaissant les coûts élevés de l'exploitation des réseaux dans les régions rurales et éloignées, nous demandons aux gouvernements, au secteur privé et aux organisations philanthropiques de fournir un financement durable pour le fonctionnement continu des réseaux, et pas seulement des capitaux initiaux les coûts.

## 3. Tenir les gouvernements et l'industrie responsables

- Nous demandons aux gouvernements du Canada et des États-Unis de renforcer et d'appliquer leurs mécanismes de réglementation existants afin de tenir les entreprises responsables au cas où elles feraient un mauvais usage des fonds gouvernementaux pour les projets de télécommunications touchant les territoires autochtones, ou lorsqu'ils sont jugés ne pas agir dans le meilleur intérêt de la collectivité, tel que déterminé par les dirigeants locaux. Une surveillance et une évaluation efficaces, y compris par les collectivités et les organisations autochtones, des résultats des projets financés par le gouvernement seront essentielles pour s'assurer que les fonds dépensés atteignent les objectifs du projet.
- Nous demandons également aux gouvernements du Canada et des États-Unis d'offrir des incitatifs aux entreprises de télécommunications pour aider leurs employés qui travaillent avec les communautés autochtones à suivre une formation sur la sensibilisation culturelle, comme « [Canada autochtone](#) » MOOC offert par l'Université de l'Alberta au Canada. Pour les États-Unis, nous demandons au gouvernement fédéral, aux associations de l'industrie et/ou aux bailleurs de fonds philanthropiques d'aider un établissement d'enseignement autochtone à en créer un.

- Dans ses appels à [l'action](#), la Commission de vérité et réconciliation a demandé à tous les ordres de gouvernement au Canada de mettre pleinement en œuvre le [principe](#) de Jordan. L'accès à une connexion internet pour les rendez-vous médicaux et à des services éducatifs et de santé en ligne pour soutenir la croissance et l'apprentissage d'un enfant sous-tend l'esprit et l'intention du principe de Jordan. Bien que les services de santé devraient être fournis en personne, la clarté audiovisuelle offerte par une connexion internet de haute qualité pourrait fournir une option de sauvegarde si une réunion en personne n'était pas possible. Par conséquent, nous faisons appel au Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications (CRTC) et innovation, sciences et développement économique (ISD) intégrera le principe de Jordan aux mandats ministériels existants afin de s'assurer que tous les parents des territoires autochtones du Canada aient la connectivité nécessaire pour accéder à ces services pour leurs enfants.

#### **4. Reconnaissance des droits autochtones sur le spectre**

- Nous demandons aux gouvernements du Canada et des États-Unis de reconnaître que les peuples autochtones ont une myriade de besoins pour la ressource naturelle appelée spectre électromagnétique (« spectre »), y compris, mais sans s'y limiter, la surveillance et la modélisation des changements climatiques, la souveraineté alimentaire et la sécurité, la santé et la sécurité, en particulier en ce qui concerne les autochtones disparus et assassinés, la santé mentale et le bien-être, la gestion des urgences, l'éducation, le développement économique, les revenus et autres les priorités.
- Nous demandons aux ministères concernés de cesser immédiatement de vendre des licences de spectre et de renouveler les permis sur les territoires traditionnels autochtones, et de reconnaître les droits des autochtones de gouverner et de gérer le spectre sur leurs terres et au-dessus de ceux-ci.
- De plus, ces ministères devraient publier rapidement et sans condition les licences de spectre inutilisées sur et au-dessus des territoires traditionnels autochtones à l'intention des peuples autochtones.
- Si les dirigeants autochtones choisissent de ne pas gérer le spectre dans leurs territoires traditionnels, nous demandons aux gouvernements fédéraux de le faire au nom de la collectivité et de remettre tout revenu potentiel découlant de l'utilisation de ce spectre à la communauté.
- Nous demandons aux ministères concernés de mener des consultations publiques significatives avec les gouvernements autochtones, les membres des communautés et les organisations mandatées sur une base récurrente pour discuter de la question de savoir si les besoins des autochtones en matière de spectre sont satisfaits. Les gouvernements devraient travailler avec les organisations mandatées dans chaque territoire traditionnel pour trouver une voie mutuellement bénéfique pour aller de l'avant.
- Nous faisons appel au Canada et aux États-Unis. les gouvernements à prendre cette mesure avec la pleine collaboration des peuples autochtones et du public, ainsi qu'avec leur engagement et leur reddition de comptes.

## 5. Développer une main-d'œuvre autochtone dans le réseautage

- Nous avons besoin d'un effort de développement de la main-d'œuvre à multiples facettes pour renforcer la capacité au sein des communautés à atteindre l'équité numérique. À cette fin, nous demandons aux collèges autochtones/tribaux et aux collèges communautaires de travailler avec les communautés et les organisations techniques pertinentes pour coder et mettre en œuvre des programmes éducatifs appropriés qui développent la capacité technique des autochtones les gens de tous âges. Les programmes d'éducation formelle qui visent à renforcer les capacités techniques des peuples autochtones doivent être dirigés par la communauté et accessibles, inclusifs et culturellement compétents.
- Pour s'assurer que ces possibilités d'apprentissage soient éclairées, sécuritaires, accessibles, inclusives et culturellement compétentes, les collèges devraient adopter une approche expérientielle plutôt que des écoles entièrement fondées sur l'enseignement en classe. Les programmes devraient également intégrer l'apprentissage à distance et l'expérience sur le terrain pour obtenir des crédits de cours, garantissant que la certification et l'accréditation peuvent être transférables dans leur carrière.
- De plus, une initiative dédiée au perfectionnement de la main-d'œuvre sera propice à des possibilités d'emploi bien rémunérées pour les membres des communautés autochtones, y compris les jeunes. Pour s'assurer que les membres de la collectivité soit au courant de ces possibilités, les collèges autochtones/tribaux et les collèges communautaires, ainsi que les partenaires financiers, devraient entreprendre des efforts pour accroître la sensibilisation aux possibilités dans le domaine du réseautage.
- Les gouvernements, le secteur privé et la communauté philanthropique devraient s'engager à financer à long terme (sur plusieurs années) des initiatives de formation. De telles initiatives devraient être menées dans des cadres solides qui appuient le développement de réseaux communautaires à toutes les étapes de leur développement, et être menées dans le respect de l'éthique et de la culture des façons de promouvoir la sécurité et le bien-être des territoires autochtones ruraux, éloignés et urbains.
- Les activités financées devraient comprendre un volet d'évaluation qui appuie un environnement d'amélioration continue et comme moyen de documenter et de partager les pratiques exemplaires et les leçons apprises. Idéalement, les bailleurs de fonds devraient budgétiser et inclure des plans pour transférer la propriété de toutes les ressources techniques utilisées dans l'enseignement (telles que l'infrastructure, les appareils, etc.) aux communautés participantes.
- Dans le contexte de l'éducation et de la pédagogie impliquant les peuples autochtones, ces programmes doivent incarner le concept de « rien sur nous ou pour nous, sans nous ». Nous demandons que toutes les initiatives de formation en réseau comprennent des exigences de formation sur la sensibilité culturelle pour les instructeurs non autochtones afin de promouvoir la compétence culturelle dans la prestation des programmes.
- Nous demandons que les possibilités de financement comprennent un soutien continu pour les navigateurs numériques rémunérés financièrement dans les communautés autochtones, semblable au soutien qu'environnement et changement climatique Canada fournit pour le [programme des gardiens](#) autochtones. Les navigateurs numériques peuvent aider à faciliter la sensibilisation, l'éducation en littératie numérique et la sensibilisation requises à mesure que l'accès à Internet est introduit et élargi au sein des communautés, ainsi que contribuer aux données locales pour le suivi et l'évaluation des fonds financés l'infrastructure et les services et l'engagement en matière de politiques.

---

L'Institut de connectivité autochtone, est une initiative incubée par Connect Humanity. Pour plus d'informations, [visitez indigenconnectivity.org](https://indigenconnectivity.org) ou envoyez un courriel à [press@connecthumanity.fund](mailto:press@connecthumanity.fund).

Pour vous tenir au courant de l'Institut de connectivité autochtone, abonnez-vous pour recevoir nos courriels et suivez Connect Humanity sur [Twitter](#) et [LinkedIn](#). Veuillez envisager [un don pour soutenir](#) le travail de l'Institut.